



Cross-border trade in South Kivu: Emotional and psychosocial impact

Commerce transfrontalier au Sud-Kivu : Impact émotionnel et psychosocial

BAYUBASIRE ISHINGWA Abdoul

Enseignant-Chercheur

Département de gestion des ressources humaines

Institut Supérieur de Commerce de Bukavu

République Démocratique du Congo

abdoul.steve@gmail.com

Date de soumission : 07/01/2020

Date d'acceptation : 28/02/2020

Pour citer cet article :

BAYUBASIRE ISHINGWA A. (2020) « Cross-border trade in South Kivu: Emotional and psychosocial impact », Revue Internationale du chercheur « Volume 1 : Numéro 1 » pp : 217 - 242

Digital Object Identifier : <https://doi.org/10.5281/zenodo.3932789>



Résumé

Les réalités commerciales transfrontalières permettent d'observer des flux très importants d'échanges des produits du secteur primaire, secondaire et tertiaire entre l'Est de la RDC, le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda. Le Sud-Kivu, l'une des provinces de l'Est de la RDC, n'est pas fermée sur elle-même, elle entretient des échanges commerciaux avec d'autres pays dont le Rwanda et le Burundi. Il sied de signaler que le commerce transfrontalier informel intéresse la majorité de femmes commerçantes depuis plusieurs années dans la ville de Bukavu. Ce commerce est effectué pour approvisionner la ville de Bukavu en denrées alimentaires et autres biens de première nécessité.

Dans la présente étude, il sera question de montrer grâce à l'approche qualitative via une série d'entretiens l'impact émotionnel, relationnel et psychosocial du commerce transfrontalier informel exercé par les femmes commerçantes de produits vivriers et autres biens de la ville de Bukavu. L'étude porte sur un échantillon de 437 femmes commerçantes dont 231 à Bukavu en RDC et 206 dans le district de la Rusizi au Rwanda.

Mots clés :

Impact ; Commerce ; Transfrontalier ; Emotionnel ; Psychosocial ;

Summary

Cross-border commercial realities make it possible to observe very significant flows of trade in primary, secondary and tertiary sector products between the East of the Democratic Republic of Congo (DRC), Rwanda, Burundi and Uganda. South Kivu, one of the eastern provinces of the Democratic Republic of Congo, is not closed in on itself, it maintains trade with other countries including Rwanda and Burundi. It should be noted that informal cross-border trade has interested the majority of women traders for several years in the city of Bukavu. This trade is carried out to supply the city of Bukavu with food and other essential goods.

In this study, it will be a question of showing through the qualitative approach via a series of interviews the emotional, relational and psychosocial impact of the informal cross-border trade exercised by the women traders of food products and other goods of the city of Bukavu. The study involves a sample of 437 women traders, including 231 in Bukavu in the Democratic Republic of Congo and 206 in the Rusizi district of Rwanda.

Keywords:

Impact; Trade; Cross-border; Emotional; Psychosocial



Introduction

Actuellement, c'est le commerce transfrontalier informel qui joue le rôle principal en reliant les producteurs aux marchés de la région des Grands Lacs en Afrique. Les échanges transfrontaliers constituent la principale source de revenus pour un grand nombre de commerçants informels qui sont principalement des femmes pauvres transportant des produits agricoles et il existe donc une importante dimension de genre dans ce problème. Il existe cependant très peu d'informations sur ces commerçants et les conditions qu'ils rencontrent (CNUCED, Rapport 2004 sur les pays les moins avancés : commerce international et réduction de la pauvreté, 2004).

Bien que le commerce soit un catalyseur nécessaire à la consolidation de la paix dans la région des Grands Lacs où les populations sont extrêmement interdépendantes (JOHSON, 2009), mais dans l'hypothèse d'un retour durable à la paix dans cette région, comme le souligne Soule B.G. et Musila C (SOULE, 2005), la relance d'économies sinistrées pose des défis énormes. Les réalités commerciales transfrontalières permettent d'observer des flux très importants d'échanges des produits du secteur primaire, secondaire et tertiaire entre l'Est de la RDC, le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda. Le Sud-Kivu, l'une des provinces de l'Est de la RDC, n'est pas fermée sur elle-même, elle entretient des échanges de proximité avec d'autres pays dont le Rwanda et le Burundi.

Le commerce transfrontalier occupe plusieurs femmes dans la ville de Bukavu. Chaque matin et à des heures diverses de la journée, une multitude de femmes traverse la frontière pour s'approvisionner en denrées alimentaires et autres biens de première nécessité pour les revendre dans la ville de Bukavu. Avec les descentes effectuées au mois de Novembre et de Décembre au niveau des frontières Ruzizi 1 et Ruzizi 2, nous avons trouvons qu'en moyenne il y a plus de 1500 femmes qui traversent au Rwanda pour s'approvisionnement en produits vivriers et autres.

D'après plusieurs études qui se sont intéressées aux activités de femmes exerçant le commerce transfrontalier, pour la plupart, elles ont un capital de moins de 10\$. Pour tenir le coup, elles font toujours recours aux prêts dans des coopératives. Ces microcrédits leurs permettent de financer leurs activités et de relancer leur économie quelle que soit la forme. Les crédits dont elles bénéficient sont soit individuels soit solidaires. Cette dernière forme est la plus répandue du fait que la plupart de ces femmes n'est pas en mesure de se conformer



d'une façon individuelle aux différentes exigences de ces institutions financières et plus particulièrement à celles liées à la garantie pour avoir accès au crédit.

Les femmes commerçantes sont souvent confrontées à de mauvais traitement, notamment l'harcèlement lorsqu'elles traversent la frontière. Bien que la plupart des petits commerçants soient informels, c'est-à-dire qu'ils ne soient pas officiellement enregistrés en tant qu'entreprise, beaucoup traversent la frontière par des passages officiels et entrent ainsi en contact avec des fonctionnaires des douanes, de l'immigration et d'autres agences.

En effet, dans une récente enquête sur le commerce dans la région des Grands Lacs, plus de 80% des commerçants ont déclaré avoir eu à payer un pot-de-vin pour traverser la frontière. Pire encore, plus de la moitié d'entre-eux ont souffert de l'harcèlement physique et d'abus, notamment de coups, d'insultes verbales, de déshabillage, de l'harcèlement sexuel et même de viol. Une grande partie de ces abus n'est pas signalée étant donné que les femmes victimes ont peur de dénoncer pour ne pas se voir être poursuivi à la longue par leur bourreau. Cette façon de faire provoque différents troubles psychosociaux dans le chef de ces femmes exerçant le commerce transfrontalier entre la République Démocratique du Congo et la République du Rwanda.

De ce qui précède, la question suivante mérite une attention particulière :

- ❖ *Quel est l'impact émotionnel et relationnel du commerce transfrontalier sur la santé mentale et le bien-être psychosocial des femmes commerçantes transfrontalières?*

Il sied de signaler que l'objectif poursuivi dans la présente étude est de montrer l'impact positif et/ou négatif de tracasseries que rencontrent les femmes commerçantes exerçant le commerce transfrontalier sur le plan émotionnel et psychosocial.

Il est à noter que dans la première section du présent travail, il sera question de présenter la problématique de la recherche, dans la deuxième section on présentera les notions théoriques de l'étude, dans la troisième section, il sera question de présenter la méthodologie et par ricochet d'analyser et d'interpréter les données de l'enquête et enfin une discussion des résultats accompagnée des implications managériales va clôturer la présente étude.



1. Considérations théoriques

1.1. Concepts théoriques

1.1.1. Région frontalière

La frontière entre le République Démocratique du Congo et la Rwanda est extrêmement poreuse. La nature informelle de nombreuses interactions transfrontalières doit être prise en considération. Il peut être plus judicieux de considérer la région frontalière en tant qu'entité (ou groupe d'entités) en soi plutôt que de définir des zones comme étant associées à la RDC et/ou au Rwanda. Dans ce contexte, la complexité de la mise en œuvre de mécanismes de contrôle aux frontières relatifs au commerce transfrontalier ne doit pas être sous-estimée (KIMANUKA & LANGE, 2010).

1.1.2. Surveillance transfrontalière

Il est impossible de mettre en œuvre une surveillance et un contrôle efficace le long de toute la frontière entre la République Démocratique du Congo et le Rwanda, et les nombreuses agences de surveillance des frontières disposent d'une capacité de patrouille limitée. Les tentatives de réglementation officielle le long des frontières ont, dans une très large mesure, échoué dans le passé, et les mesures de surveillance doivent être envisagées dans le contexte de soupçons préexistants d'exploitation politique et/ou économique. Il existe de nombreux postes frontaliers informels, y compris des itinéraires de contrebande, qui permettent aux populations de traverser sans se faire repérer (souvent à pied ou par bateau). Il a été signalé que les populations évitaient les points de passage officiels afin « d'esquiver les formalités » et d'éviter les longs délais d'attente, les mesures de surveillance et les taxes « variables selon les circonstances ». Une surveillance communautaire utilisant des structures localisées et les réseaux sociaux (avec l'assistance de partenaires tels que la Croix-Rouge) pourrait par conséquent s'avérer plus efficace que des interventions appliquées de manière verticale (KIMANUKA & LANGE, 2010).

1.1.3. La vie transfrontalière

Traverser la frontière fait partie de la vie quotidienne de nombreuses personnes. Outre le commerce, les populations traversent pour se rendre à l'école et à l'université, pour fréquenter leur lieu de culte privilégié, pour participer à des événements sociaux et pour s'approvisionner en produits vivriers. Ce mouvement est généré par la perception de la qualité des services, plus élevée au Rwanda comparativement à la RDC. Il est courant que des membres d'une



famille vivent de chaque côté de la frontière, et les populations conservent généralement un logement des deux côtés (KIMANUKA & LANGE, 2010) .

1.1.4. Commerce informel et contrebande

La plupart des échanges commerciaux sont réalisés en dehors du cadre légal des postes frontière officiels, mais les lignes entre commerce « formel » et « informel » sont floues et il y a un degré élevé d'interaction entre les secteurs. Le « commerce informel » fait référence aux pratiques qui constituent une infraction à la réglementation nationale car, dans une certaine mesure, elles permettent d'échapper au paiement de taxes de douane aux frontières : les marchandises elles-mêmes, ainsi que les modes de commerce et de transport sont, par ailleurs, légaux. La contrebande est presque considérée comme une culture dans ces zones transfrontalières, où les populations évitent les autorités par principe, et les contrebandiers sont souvent arrêtés alors qu'ils transportent des marchandises réellement exonérées de taxes (TEGERA & JOHSON, 2007).

1.2. Le commerce transfrontalier

1.2.1. Le commerce transfrontalier au sens large

Le commerce informel transfrontalier des femmes constitue une composante essentielle de l'économie africaine. D'origine très lointaine, il a pris au cours des cinquante dernières années une importance particulière pour revêtir la forme d'un phénomène controversé, en raison de ses effets jugés déstructurant sur les économies nationales et de ses conséquences positives sur les conditions de vie des acteurs qui s'y adonnent.

Le développement du commerce transfrontalier des femmes, un des secteurs de l'économie souterraine, qui occupe la majeure partie des emplois non qualifiés en Afrique, résulte pour l'essentiel des défaillances des administrations publiques et surtout des fragmentations des politiques économiques, fiscales et monétaires dont le continent est l'objet depuis la colonisation. L'implication des femmes dans cette forme d'économie, qui par essence échappe aux statistiques officielles, est très ancienne. Cependant elle a pris une dimension et une envergure nouvelles au cours des vingt dernières années, période au cours desquelles, les réformes introduites par le biais des ajustements structurels, ont largement contribué à marginaliser une importante frange de la population, notamment les femmes.

Le commerce informel transfrontalier est de ce fait apparu comme un des secteurs de refuge pour de nombreux acteurs, notamment les femmes. Ces dernières y ont trouvé un cadre idéal



pour affirmer, au même titre que les hommes, leur statut d'«homo economicus », au-delà des avantages immédiats qu'elles tirent de l'activité. Le commerce informel transfrontalier a renforcé l'entrepreneuriat commercial des femmes et leur a ouvert les portes des marchés transnationaux, et propulser certaines d'entre elles au sommet de l'élite, voire d'une bourgeoisie compradore à l'instar des mamans Benz du Togo et du Bénin.

En effet, le commerce transfrontalier a permis de résoudre deux problèmes majeurs au niveau des femmes. Il a permis d'élargir l'opportunité d'emplois des femmes en rendant leur occupation visible dans la société. Le commerce transfrontalier, en sortant les femmes des travaux domestiques et champêtres, a constitué pour elle une des portes d'entrée dans un secteur privé qui s'est d'abord structuré autour de l'économie de traite, notamment des grandes maisons de négoce. Bien que largement dominé par l'informel, les activités commerciales exercées par les femmes ont permis d'améliorer leurs revenus (CNUCED, Rapport 2004 sur les pays les moins avancés : commerce international et réduction de la pauvreté, 2004), et de renforcer leur position sociale et économique au niveau des ménages et même de la société. cette dynamique était d'autant plus salubre, qu'elle a permis de réduire l'écart de position sociale entre les hommes (plus éduqués) et les femmes dont l'immense majorité n'a pas eu la chance ou le privilège d'aller à l'école.

Le rôle des femmes dans le commerce transfrontalier n'est pas encore bien analysé. Les travaux restent en deçà des attentes, au regard de la forte présence de celles-ci dans cette activité. Il faut donc saluer les travaux récents réalisés depuis quelques années par plusieurs auteurs et par le fonds des nations unies pour le développement des femmes (UNIFEM) avec la collaboration de plusieurs chercheurs et du CODESRIA (Council for the Development of Social Science Research in Africa). Ces travaux apportent un éclairage sur le rôle des femmes dans cette activité commerciale qui fait l'objet de controverse, du fait de sa nature et des enjeux qui s'y jouent (CNUCED, Le commerce au service de l'émancipation économique des femmes, 2016).

Cependant, la diversité des études et la variété de leurs facettes ne permettent pas toujours aux décideurs d'opérer des choix idoines publics de développement qui renforcent une participation plus accrue des femmes dans les économies nationales, régionales voire leur insertion efficace dans l'économie mondiale. Or la construction de l'intégration économique africaine impose entre autres, une meilleure connaissance des acteurs du commerce transfrontalier et de leur rôle parmi lesquels les femmes représentent une catégorie importante



et manifestement prépondérante dont les ressources et potentiels sont encore mal connus par les décideurs publics. Les travaux consacrés à la femme dans le commerce transfrontalier ne sont pas légions en Afrique. La question est traitée globalement dans le cadre des échanges régionaux.

En dehors des études de l'UNIFEM qui ont mis l'accent sur la dimension genre du commerce informel transfrontalier, très peu d'études ont privilégié cet aspect de la dynamique des échanges commerciaux dans lesquels les femmes occupent une place capitale, entre les pays africains. Pourtant l'importance de celles-ci dans le commerce dépasse celle souvent décrite à travers les « Nanas-Benz » du Togo, expression de la puissance commerciale contemporaine des femmes ou à travers Madame Tinubu au Nigeria (le Tinubu Square de Lagos porte son nom) dont on dit qu'elle aurait financé les guerres des yorubas contre le royaume d'Abomey dans l'actuel Bénin, durant la période pré coloniale. « Madame Tinubu compte en effet, parmi les personnages sélectionnés par la mémoire collective, pour incarner aujourd'hui le dynamisme des civilisations yorubas précoloniales et une certaine forme de résistance aux intrusions extérieures » (HUMARAU, 1997).

Cette importance peut être appréciée à travers la mobilité commerciale en Europe, Asie, Amérique des femmes maghrébines (SCHMOLL & MANRY, 2005) mais aussi des femmes d'Afrique subsaharienne vers ces mêmes continents. Dans des pays ruinés par une gouvernance politique et économique calamiteuse, comme la République Démocratique du Congo ou le Zimbabwe, les femmes ont recours au commerce transfrontalier pour gérer la survie de leurs ménages durement frappés par la crise.

Ces femmes se battent avec leurs propres armes et le capital d'expériences acquises dans le commerce informel pour se montrer plus actives dans le commerce international, dépassant ainsi la logique des entreprises prédatrices des ressources des États. Grâce à elles, on découvre que le secteur informel constitue un vivrier où peuvent s'épanouir les talents d'entrepreneurs africains et leur capacité à s'ajuster et à survivre. Ce secteur peut s'il est bien intégré au système officiel, être la base d'un développement soutenu.

Bien que la notion de frontière ait connu des évolutions, elle est perçue comme une ligne de démarcation, de barrière, de lieu où se termine un territoire connu et maîtrisé, de lieu de Passage vers un monde mal connu et incertain, de discontinuité spatiale, dans laquelle s'inscrit un territoire donné, de lieu de brusque passage à un monde sensiblement différent, de



ligne ou de zone (TITEKA & KIMANUKA, 2012). Dans ce sens, la traduction littérale du concept transfrontalier serait, d'après Benafla, « à travers la frontière ». Par ailleurs, il requiert une connotation contiguë, c'est-à-dire petite et négligeable.

Pour lui, les zones transfrontalières englobent des espaces situés de part et d'autre d'une frontière d'Etat (BENNAFLA, 2002). Le commerce transfrontalier ne concerne que quelques pays partageant une frontière commune, naturelle ou politique (Benafla, 2002) et une grande partie d'activités frontalières est informelle. Dans leur définition (TITEKA & KIMANUKA, 2012) distinguent le petit commerce transfrontalier des autres. Ils le définissent comme « activité commerciale génératrice de revenus dont la valeur des transactions commerciales journalières ne dépasse pas 100 dollars américains (USD) par commerçant ». Quant à la typologie du commerce transfrontalier, Herrera cité par (BENNAFLA, 2002) classe le commerce capillaire, le trafic des fourmis et le commerce effectué à travers des réseaux de commerçants. Selon lui, le «commerce capillaire» est de portée locale et touché essentiellement les produits vivriers. Le «trafic des fourmis» est organisé à petite et moyenne échelle, concerne les produits manufacturés, et enfin, le commerce de longue distance appuyé par des « réseaux très structurés », porte sur des volumes conséquents de transactions. Au regard de la typologie sus indiquée, nous remarquons que le commerce transfrontalier intègre d'une part les caractéristiques des simples échanges informels, et d'autre part les caractéristiques des échanges formels effectués sur des grands espaces.

1.2.2. Impact du commerce sur le revenu des ménages dans la ville de Bukavu

En observant les ménages, nous souhaitons en donner une description représentative : un ménage représente les époux, leurs enfants vivant ou ne vivant pas dans la maison conjugale.

En effet dans les ménages à Bukavu, non seulement les époux supportent leurs enfants, mais ils interviennent aussi pour la survie de certains membres de leurs familles élargies, bien que ne demeurant pas régulièrement ensemble dans la maison. On voit ici les parents des époux, leurs frères, leurs cousins,... La description exacte des ménages à Bukavu n'est pas chose facile. Certes, car ces ménages dépendent dans la plupart des cas du chef de ménage qui est souvent considéré comme pilier. Son revenu est affecté aux charges familiales : la scolarité, l'alimentation de la famille, le loyer, l'habillement, les soins médicaux,... La femme quant à elle s'occupe des travaux ménagers et de la gestion quotidienne du revenu ménager. Souvent ce revenu mensuel n'est pas suffisant pour couvrir toutes les charges familiales. C'est dans ce



cadre que la femme doit se démener pour supporter le poids de certaines charges de la famille, si non toutes. Tandis que les enfants, par le petit commerce ambulante apportent tant soit peu une part non négligeable et subviennent de cette manière à leurs besoins d'habillement, d'hygiène, etc. Les femmes de Bukavu s'intéressent aussi bien au commerce transfrontalier car la ville en compte deux entre autre Ruzizi I et II.

2. Méthodologie de la recherche

Afin d'apporter un éclairage sur un phénomène encore peu traité dans la littérature recommande la mise en place d'une approche qualitative exploratoire, fondée sur la réalisation d'une étude de cas multiples. Cette démarche permet d'appréhender l'objet de la recherche de manière holistique et rend possible une analyse à plusieurs niveaux, permettant d'appréhender l'objet dans toute sa dynamique et selon plusieurs cadres d'analyse.

2.1. Méthode de collecte de données

L'évaluation rapide de besoins psychosociaux et de cohésion psychosociale de femmes commerçantes de Bukavu en République Démocratique du Congo et du district de Rusizi au Rwanda ont été réalisées du 29 Novembre au 5 Décembre 2019. La collecte de données a été rendu possible grâce à une équipe de 8 enquêteurs et nous-même, beaucoup d'entre-eux étant des activistes ayant une expérience dans les programmes du commerce transfrontalier et d'autonomisation des femmes.

Trois outils ont été conçus pour collecter les données primaires sur le terrain : un questionnaire à choix multiples rédigé en français et en swahili (administré au hasard par les enquêteurs aux femmes commerçantes de la ville de Bukavu en République Démocratique du Congo et du district de Rusizi au Rwanda), un guide d'entretien semi-structuré et un guide Focus Group Dirigé (FGD) dirigé par une petite équipe de 2 enquêteurs (organisé de manière sélective).

2.2. Constitution de l'échantillon

Au total, 437 femmes commerçantes intéressées par le commerce transfrontalier (349 commerçantes et 88 transporteurs, 20% de l'ensemble de l'échantillon) ont été interrogées via le questionnaire, réparties comme suit : 231 femmes commerçantes de la ville de Bukavu et 206 du district de Rusizi au Rwanda.

L'échantillon est réparti comme suit :

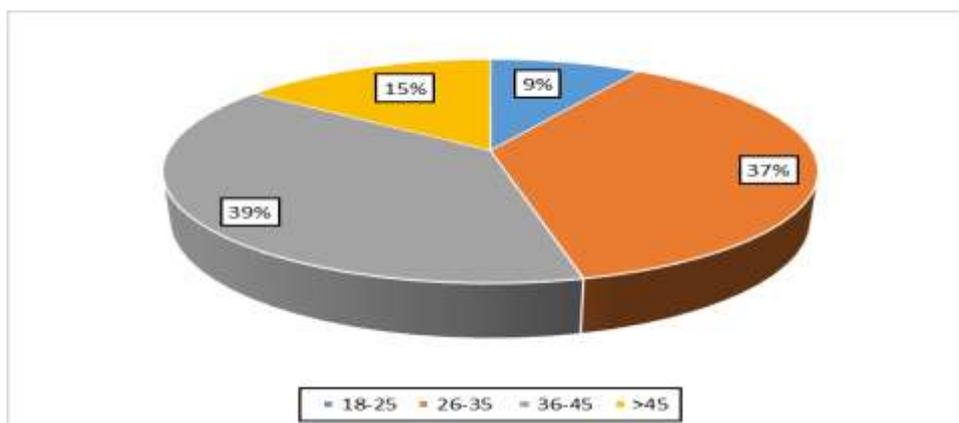
- Bukavu (53%) - Rusizi (47%);
- Commerçants (80%) - Transporteurs (20%);
- Indépendants (59%) - Membres (41%).

3. Analyse et interprétation des résultats

❖ Tranche d'âge

La majorité des femmes interrogées à travers le questionnaire étaient âgées de 26 à 45 ans (76%), tandis que les autres répondantes avaient soit plus de 45 ans (15%), soit moins de 25 ans (9%), sans variations entre les groupes. La figure N°1 ci-dessous donne le détail :

Figure N°1 : Tranche d'âge



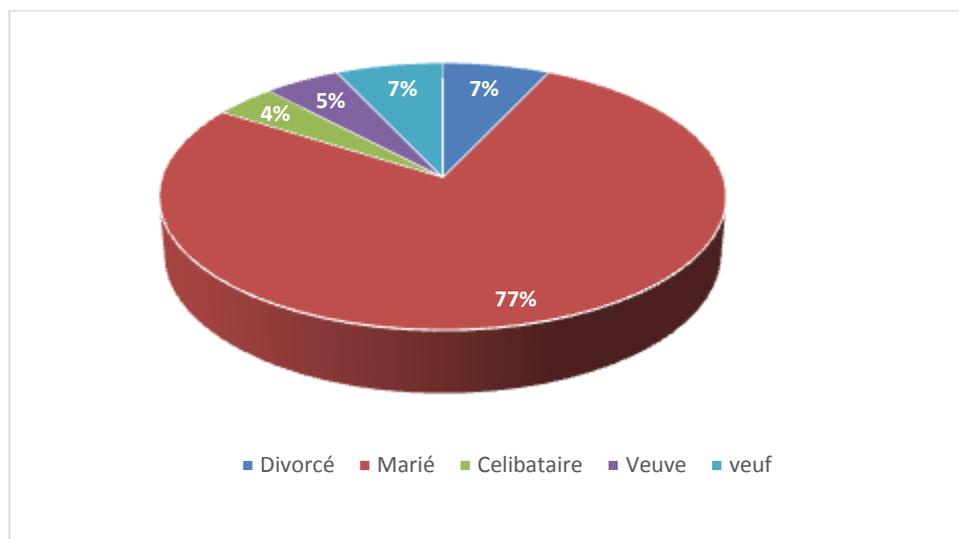
Source : BAYUBASIRE ISHINGWA Abdoul

❖ Situation maritale

Avec la figure N°2, presque tous se sont déclarés mariés (77%), tandis que seuls quelques-uns étaient célibataires (4%), divorcés / abandonnés (7%) ou veuves (7%), sans variation significative entre les groupes. Fait intéressant, seulement à Rusizi, peu de répondants ont déclaré être des mères célibataires (5% de l'ensemble de l'échantillon de femmes commerçantes du Rwanda).



Figure N°2 : Situation maritale

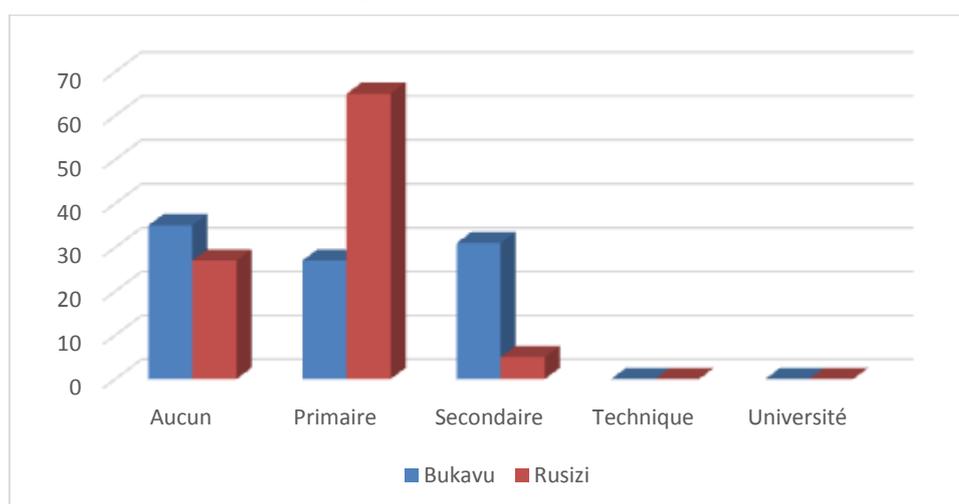


Source : BAYUBASIRE ISHINGWA Abdoul

❖ Niveau d'étude

Un tiers de l'échantillon s'est révélé sans éducation formelle, près de la moitié des femmes ont fréquenté l'école primaire, tandis que 20% d'entre-elles ont terminé l'école secondaire. Cependant, il existe des différences importantes entre les groupes car de nombreux commerçants congolais ont un meilleur niveau d'éducation que leurs homologues rwandais 32% contre 6% (voir figure N°3).

Figure N°3 : Niveau d'étude



Source : BAYUBASIRE ISHINGWA Abdoul

❖ Soutien extérieur bénéficié par les femmes exerçant le commerce transfrontalier

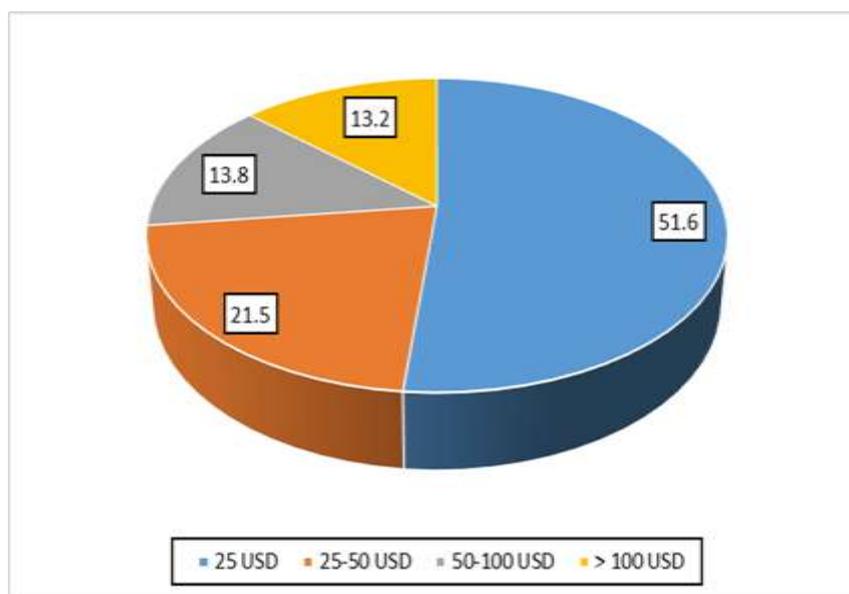
Presque toutes les enquêtées de l'échantillon choisi ont déclaré n'avoir reçu aucune forme de soutien du gouvernement ou des ONG (soit 87%). Parmi ceux qui ont reconnu un soutien

extérieur, les principales activités étaient (dans cet ordre) des initiatives de formation, l'accès à des programmes formels de crédits et de microfinance, et un soutien en nature. Ce dernier était enregistré principalement à Bukavu, alors que l'accès au crédit n'était mentionné que par les enquêtées du district de Rusizi au Rwanda.

❖ Capital financier détenu par les femmes exerçant le commerce transfrontalier

Un peu plus de la moitié des commerçantes interrogées (hors transporteurs) ont déclaré opérer avec un capital financier égal ou inférieur à 25 USD; 20% d'entre-elles opèrent avec un capital financier compris entre 25 et 50 USD; 14% avec un capital financier compris entre 50 et 100 USD (Figure N°4). L'enquête a également enregistré certaines commerçantes qui opèrent avec plus de 100 USD en capital (13% de l'échantillon, principalement congolais).

Figure N°4 : Capital financier détenu par les femmes exerçant le commerce transfrontalier



Source : BAYUBASIRE ISHINGWA Abdoul

❖ Gains journaliers enregistrés par les femmes commerçantes

Quant aux transporteurs, selon les personnes interrogées (88 femmes, principalement à Bukavu), un peu plus de la moitié d'entre-elles ont déclaré gagner moins de 2 USD par jour, tandis que les autres ont déclaré gagner entre 2 et 5 USD par jour. Il y a des différences importantes entre les indépendants / membres des associations coopératives en termes de gains quotidiens. La figure N°5 ci-dessous donne le détail :

Figure N°5 : Gains journaliers enregistrés par les femmes commerçantes

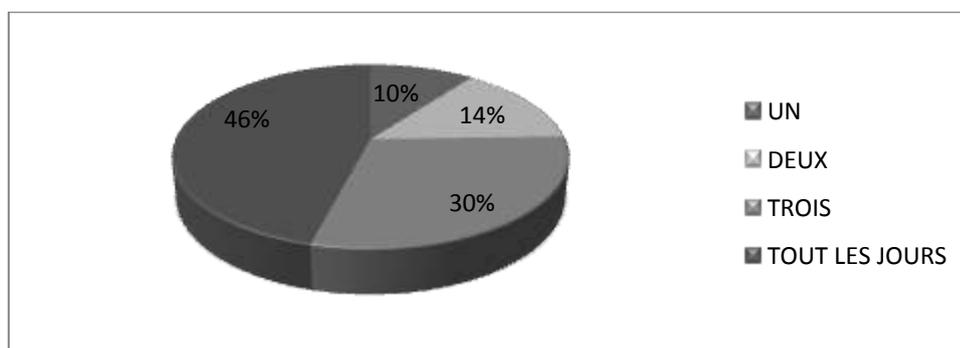


Source : BAYUBASIRE ISHINGWA Abdoul

❖ **Fréquence de traversé de femmes exerçant le commerce transfrontalier**

Près de la moitié des personnes interrogées (46%) ont déclaré franchir la frontière tous les jours, tandis qu'un tiers (30%) le fait trois fois par semaine. 14% de l'échantillon entier traverse deux fois par semaine, tandis que les 10% restants le font une fois par semaine. Aucune variation significative entre Bukavu et le district de Rusizi (Figure N°6).

Figure N°6 : Fréquence de traversé



Source : BAYUBASIRE ISHINGWA Abdoul

❖ **Participation des femmes commerçantes à la survie du ménage**

La majorité des femmes exerçant le commerce transfrontalier interrogées (65%) ne se considèrent pas comme chef de ménage, bien qu'elles contribuent fortement aux dépenses (42%), ou à parts égales (41%). Cependant, il existe des variations pertinentes dans les données ventilées par groupe : à Bukavu, près de la moitié des personnes interrogées (47%) ont en effet déclaré être le chef de ménage (contre 22% à Rusizi).



❖ Problèmes psychosociaux des femmes exerçant le commerce transfrontalier

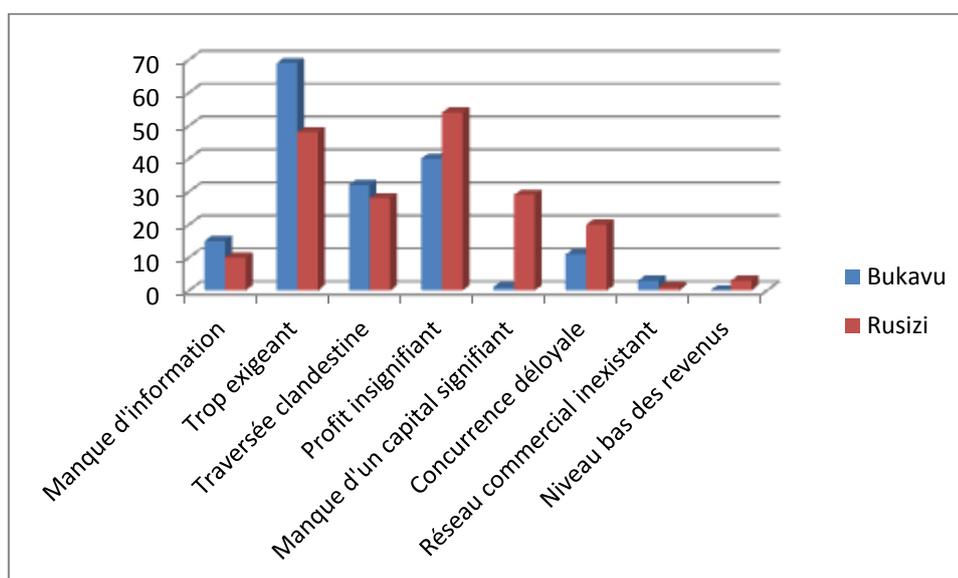
La majorité (60%) de l'échantillon a déclaré être affectée par des « pensées négatives », tandis que près de la moitié des femmes exerçant le commerce transfrontalier interrogées (46%) n'avaient pas « d'espoir pour l'avenir ». Un peu plus du tiers de l'échantillon (34%) ont déclaré se sentir « seules » ou « mélancoliques », tandis que certaines femmes ont reconnu être « trop sensibles » (17%) et avoir des « comportements agressifs » (16%). Peu de répondants (8%, principalement des femmes congolaises) ont déclaré se sentir « coupés de leur moi » et avoir des « pensées suicidaires ».

❖ Stress lié au travail des femmes exerçant le commerce transfrontalier

Sur les principales causes de douleur et de difficultés directement liées aux petits commerçants transfrontaliers, la majorité de l'échantillon (60%) jugeait le travail trop exigeant physiquement (avec des variations pertinentes entre les groupes), tout en réalisant de petits profits (49%). Les mauvaises expériences aux points de passage (notamment harcèlement, abus verbaux et sexuels, confiscation, procédures lentes, pots-de-vin) ont été signalées comme sources de stress par un tiers de l'échantillon (33%, sans variation entre les groupes).

Les autres principales sources de stress lié au travail étaient la concurrence déloyale (18%), le manque de capitaux pour développer l'entreprise (16%) et le manque d'informations (15%). La figure N°7 ci-dessous donne de détails supplémentaires :

Figure N°7 : Stress lié au travail des femmes commerçantes

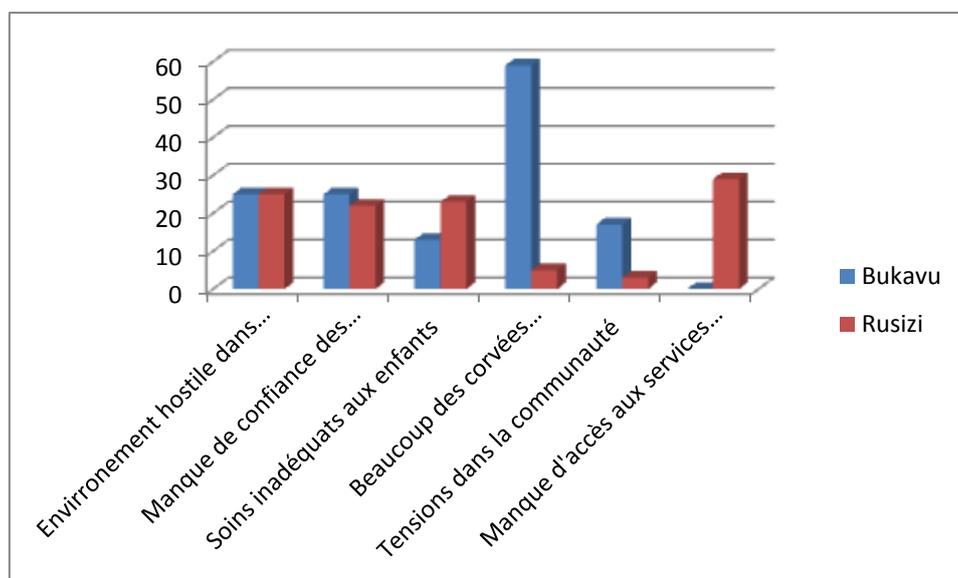


Source : BAYUBASIRE ISHINGWA Abdoul

❖ Causes communautaires de stress lié au travail exercé par les femmes

Du côté domestique de leur vie (figure N°8), les répondants ont réparti leurs principales plaintes comme étant surchargées par les tâches domestiques (34%), éprouvant un environnement hostile dans la famille (28%), le manque de confiance des maris (26%) et des soins inadéquats des enfants (19%). Peu d'entre eux (respectivement 15% et 11%) ont indiqué le manque d'accès aux services (santé, éducation, soutien social) et les tensions dans la communauté, les autres sources de stress et de douleur.

Figure N°8 : Causes communautaires du stress de femmes exerçant le commerce transfrontalier

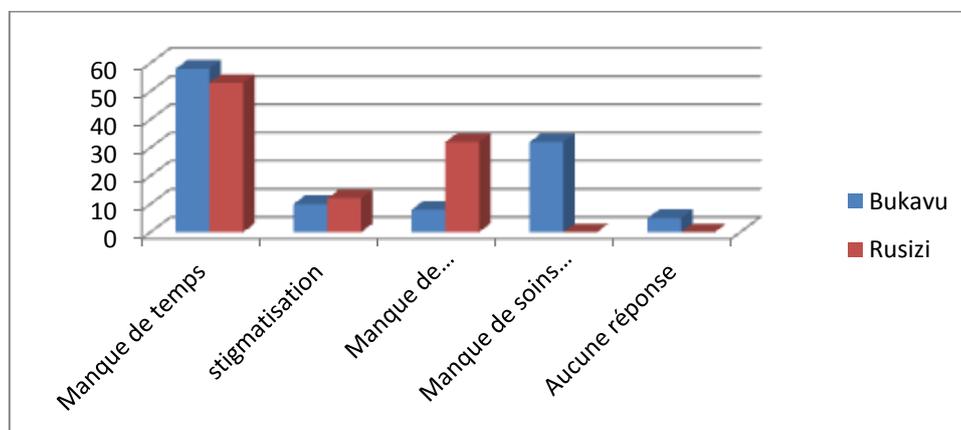


Source : BAYUBASIRE ISHINGWA Abdoul

❖ Causes personnelles de stress lié au travail exercé par les femmes

Concernant la dimension personnelle de leur vie (figure N°9), un peu plus de la moitié de l'échantillon (54%) a identifié le manque de temps pour eux-mêmes comme la principale source de stress. D'autres sources de mécontentement étaient le manque de confiance en soi (22%, principalement mentionné par les femmes rwandaises), le manque de soins personnels (21%, principalement mentionné par les femmes congolaises) et la stigmatisation (14%).

Figure N°9 : Causes personnelle du stress de femmes exerçant le commerce transfrontalier



Source : BAYUBASIRE ISHINGWA Abdoul

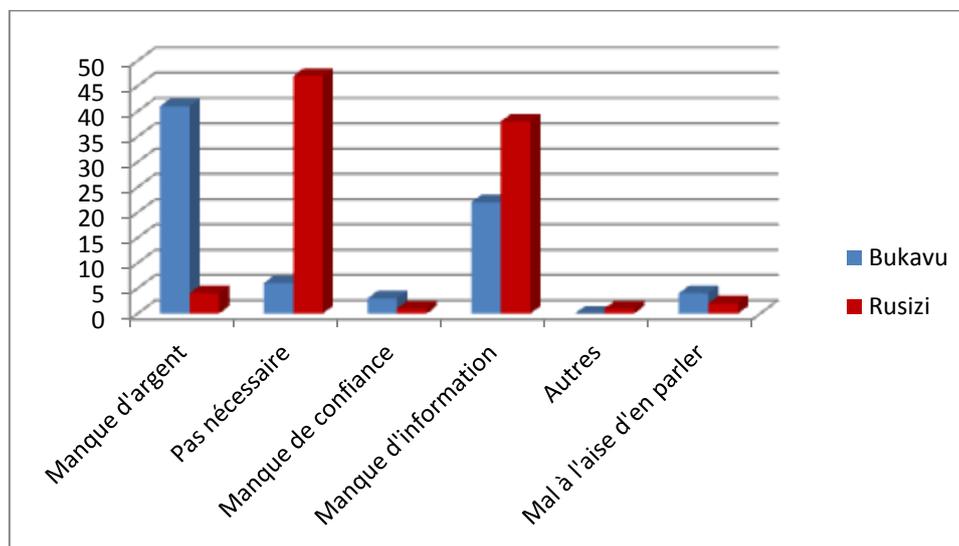
❖ **Pourvoyeurs d'assistance au commerce transfrontalier exercé par les femmes**

40% de l'échantillon se référera à leurs maris pour une aide émotionnelle, tandis que 33% des femmes interrogées consulteront d'autres collègues féminines (commerçantes ou porteuses), et 26% des amies. Les pasteurs (23%) et les mères (22%) sont bien consultés, tandis que d'autres parents sont mentionnés dans une moindre mesure (2 à 9%, pères, frères, sœurs, filles et fils).

❖ **Soutien psychosocial bénéficié par les femmes commerçantes**

Les principales raisons évoquées (figure N°10) pour éviter le soutien psychosocial médical étaient le manque de sensibilisation aux services (31%), l'absence de services (27%, principalement des femmes rwandaises), le manque d'argent (26%, principalement des femmes congolaises).

Figure N°10 : Soutien psychosocial de femmes exerçant le commerce transfrontalier



Source : BAYUBASIRE ISHINGWA Abdoul

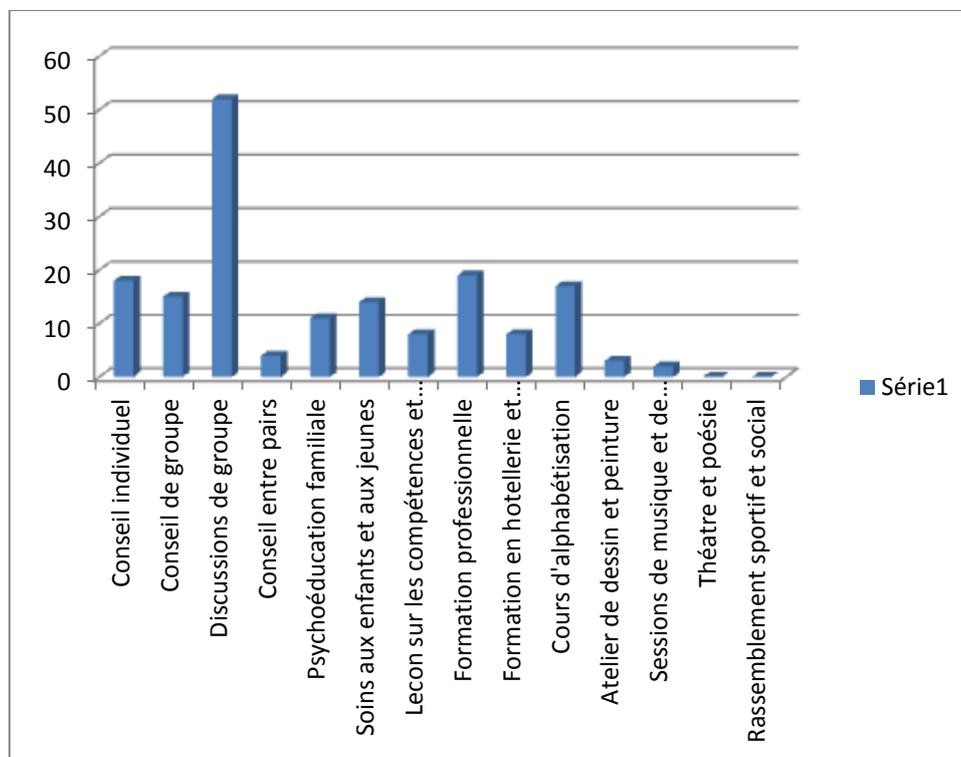
❖ Activités psychosociales et de cohésion sociale

Presque toutes les femmes interrogées (87%) ont déclaré être en faveur des activités psychosociales si elles étaient fournies par une organisation, avec quelques variations importantes entre Bukavu et Rusizi.

❖ Conseils formels reçus par les femmes exerçant le commerce transfrontalier

La moitié de l'échantillon (52%) a déclaré être en faveur d'activités pour faciliter les discussions de groupe sur les principaux problèmes rencontrés par les commerçantes et les porteuses, tandis que d'autres formes de soutien psychosocial comme la formation professionnelle (19%), le conseil individuel (18%), les cours d'alphabétisation (17%), les conseils de groupe (15%), les soins aux enfants et aux jeunes (14%), la psychoéducation familiale (11%) étaient classés à un niveau bien inférieur. Aucune variation significative entre les groupes. La figure ci-dessous (figure N°11) donne d'autres détails supplémentaires :

Figure N°11 : Conseils formels reçus par les femmes exerçant le commerce transfrontalier



Source : BAYUBASIRE ISHINGWA Abdoul

4. Discussion des résultats

Bon nombre des résultats préliminaires ci-dessus montrent déjà des tendances alarmantes en matière de sécurité et de bien-être psychosocial des femmes qui franchissent régulièrement les frontières pour faire du commerce ou fournir des services. Ces résultats semblent cependant largement confirmés par les autres sources d'information de l'enquête (32 entretiens semi-structurés avec des informateurs clés et les priorités identifiées à travers 4 analyses proposées par la matrice SWOT). A ce titre, nous présenterons dans les pages qui suivent (tableau N°1), les résultats de l'analyse SWOT que nous avons réalisé dans la ville de Bukavu sur un échantillon de 32 femmes exerçant sur le commerce transfrontalier.



Tableau N°1 : Analyse SWOT

Analyse SWOT	Description	Notation totale
Atouts/Forces	Génère des revenus pour la famille	4
	Renforce le pouvoir économique et le statut social des femmes	4
	Crée des emplois (entreprises locales)	4
	Contribue à la génération d'impôts et taxes	3
	Améliore l'agriculture et renforce la chaîne de valeur	3
	Au niveau local, le commerce transfrontalier lutte contre la famine	3
	Permet aux femmes de construire de nouvelles relations rentables	2
	Génère des idées commerciales et de la valeur ajoutée	2
	Assure la transformation socioculturelle	2
	Assure l'intégration et la cohésion sociale (femmes handicapées)	1
	Contribue aux échanges interculturels (langue et mariages mixtes)	1
	Aide à identifier de nouvelles opportunités d'affaires	2
	Etabli une collaboration entre les femmes dans les deux pays voisins	1
	Le commerce transfrontalier favorise la cohésion sociale entre les deux pays voisins	0
	Facilite les mécanismes d'épargne solidaire/crédits rotatifs	0
Total		32
	Problèmes de santé (stress physiologique, fausse couche, etc.)	4



Faiblesses	Extorsion par les autorités locales (police)	4
	Bénéfices faibles	4
	Manque d'harmonisation des régimes douaniers	4
	Insécurité	3
	Harcèlement ou intimidation sociale	3
	Manque de place au marché	3
	Manque d'informations sur la migration et les réglementations	3
	Manque de compétence en affaires	3
	Stérotypes négatifs persistants dans la région	3
	Les femmes/filles ne participent pas aux tâches ménagères	2
	Complexe d'infériorité du mari à cause du revenu de la femme (manque de confiance)	2
	Institutions financières inadéquates	1
	Impact du commerce transfrontalier sur le mariage	1
	La famille ne soutient pas ou n'apprécie pas le stress des femmes	0
Total	32	
Opportunités	Interaction avec les autorités locales à travers des associations	4
	Opportunité financière d'envoyer les enfants à l'école	2
	Facilitation de la libre circulation des commerçants (Régime Commercial Simplifié)	2
Total	8	



Menaces	Comportement non professionnel des officiers de police	7
	Multiplicité de taxes	6
	Insécurité	5
	Manque de communication avec les femmes exerçant le commerce transfrontalier	4
	Changement de variation de prix incontrôlé au marché	3
	Mesures protectionnistes appliquées dans un pays de destination	2
	Fluctuation du taux de change	2
	Stéréotypes sur les femmes exerçant le commerce transfrontalier	1
	Abus de confiance et insolvabilité des femmes exerçant le commerce transfrontalier	1
	Concurrence déloyale	1
Total	32	

Source : BAYUBASIRE ISHINGWA Abdoul

De ce qui précède, les résultats ci-après peuvent retenir l'attention :

- Le commerce transfrontalier reste un travail risqué pour les femmes commerçantes engagées dans le commerce ;
- Le commerce transfrontalier met en danger les droits fondamentaux des migrants et potentiellement ceux de la prochaine génération ;
- Le commerce transfrontalier affecte gravement les conditions de santé et le bien-être psychosocial des femmes commerçantes ;
- Le harcèlement à la frontière était l'une des principales sources de douleur et de stress psychosocial ;
- L'adhésion à des coopératives n'a pas d'impact significatif sur l'amélioration du bien-être et du bien-être psychosocial des femmes ;
- Les maris sont les principales personnes auprès desquelles les commerçantes se tournent pour obtenir un soutien émotionnel.



5. Implications managériales

Le commerce transfrontalier informel ou à petite échelle s'est révélé être une activité économique fondamentale pour relier les pays en développement et offrir des moyens de subsistance à des milliers de femmes pauvres.

Dans la région des Grands Lacs, le petit commerce contribue à la sécurité alimentaire et assure des revenus aux producteurs et aux commerçants de produits venant des pays limitrophes. Les petits commerçants exerçant le commerce transfrontalier informel entre la République Démocratique du Congo et la République du Rwanda sont le plus souvent des femmes dont cette activité commerciale constitue la principale source de revenus du foyer, selon les résultats obtenus dans la présente étude.

Si le commerce transfrontalier concerne surtout les produits alimentaires, les données recueillies dans la présente étude révèlent qu'un commerce informel des services intervient également dans une large mesure. Les services fournis font appel à des travailleurs très qualifiés (comme les services sanitaires et éducatifs) et peu qualifiés (coiffure, ménage ou construction), mais la complexité, le coût et le caractère restrictif des conditions d'obtention de visa et des règles migratoires poussent la plupart des prestataires de services à opérer de manière informelle.

Le caractère informel et l'ampleur réduite du commerce transfrontalier en la République Démocratique du Congo via la ville de Bukavu et la République du Rwanda via au district de Rusizi rendent les commerçantes très vulnérables à des perturbations provoquées par leurs obligations familiales, les conditions météorologiques, des flambées de violence ou des fermetures de frontière inopinées. De plus, si les commerçants sont souvent des femmes, les agents d'immigration sont souvent des hommes ; ce déséquilibre est à l'origine de niveaux inacceptables de violence physique, verbale et sexuelle à l'égard de commerçantes à de nombreux points de passage.

En outre, les prescriptions réglementaires et législatives, très opaques et souvent complexes, ouvrent la voie à la corruption, à la fraude et aux pots-de-vin. Récemment, le petit commerce transfrontalier est devenu toutefois une priorité plus importante aux niveaux national, régional et international, et des projets ont été lancés, notamment par la CNUCED, en vue d'améliorer la situation des commerçants, de simplifier et de clarifier les règles commerciales et de promouvoir la facilitation du petit commerce.



CONCLUSION

Devant les tendances actuelles du commerce mondiale qui sont essentiellement marquées par la forte progression des échanges primaires au profit de l'énergie et l'électronique, la baisse et l'instabilité persistante des prix des produits premières, l'augmentation de la part du commerce sud-sud dans les échanges mondiaux et sa forte concentrations sur l'Asie. Bref, un monde dominé par la compétitivité des produits et des productions.

Face à tous ces bouleversements, l'examen minutieux des caractéristiques structurelles du commerce extérieur de la République Démocratique du Congo révèle que, ce dernier se trouve embarqué dans une compétition économique mondiale dans les conditions qui ne lui sont pas favorables et qui ne peuvent lui permettre de saisir le maximum d'opportunité dont le commerce international est porteur.

Dans le présent travail, il a été question de comprendre et de montrer l'impact positif et/ou négatif que rencontrent les femmes exerçant le commerce transfrontalier entre la République Démocratique du Congo et la République du Rwanda via son district de Rusizi sur le plan émotionnel et psychosocial.

Pour arriver au bout de l'étude, nous avons fait usage de l'approche méthodologique qualitative, en vue de démontrer à partir des données recueillies par la technique d'interview, quel est l'impact du commerce transfrontalier exercé par les femmes commerçants sur le plan émotionnel et psychosocial à l'aide des tableaux et des graphiques, chiffres en appui.

A la suite de ce périlleux travail, le résultat auquel nous sommes arrivés est que nous avons constaté que la déliquescence des structures économiques internes, la porosité de frontières et les faiblesses des échanges extérieurs ont conduit à la marginalisation des femmes commerçantes de la ville de Bukavu en République Démocratique du Congo dans le cadre du commerce transfrontalier. C'est pour cette raison que les femmes commerçantes subissent certaines tracasseries (harcèlement, viol, pot-de-vin, etc.) dans l'exercice de leur commerce, ce qui cause parfois certains troubles psychosociaux, qui pousse les femmes à abandonner le secteur du commerce transfrontalier.

La République Démocratique du Congo ne contribue que timidement à l'économie mondiale tant au niveau de l'offre, de la demande que des flux financiers. La participation de l'économie congolaise est très négligeable et en constante diminution. Toute cette situation



s'explique par le fait que les obstacles majeurs freinent son expansion, pour résoudre ces problèmes nous avons proposé deux pistes de solution :

- ❖ Mettre en place une politique pouvant permettre un meilleur accès à l'information et aux opportunités socio-économiques pour les femmes commerçantes transfrontalières, grâce à la participation à des coopératives, des associations professionnelles, des systèmes de crédits, des cours éducatifs et professionnels, des services de conseil, des sessions sportives et artistiques, des rencontres culturelles et sociales ;
- ❖ Mettre à la disposition des femmes commerçantes transfrontalières de stratégies leur permettant de gérer les conflits, de prévenir le harcèlement et de signaler les violences à la frontière, au marché, à la maison et dans la communauté, de canaliser le stress et de transformer la frustration en actions positives grâce à des initiatives communautaires de santé mentale et de soutien psychosocial.

Dans le cadre du petit commerce transfrontalier des biens et des services, l'informalité limite l'accès des commerçants au financement et aux autres services d'appui et les rend plus vulnérables face à la corruption, aux violences et aux autres menaces. Du point de vue des politiques, comment les gouvernements peuvent-ils améliorer efficacement la situation des petits commerçants tout en encourageant la formalisation progressive des activités commerciales ? Cette question mérite une attention particulière étant donné qu'elle est d'une importance capitale dans la résolution de problèmes que rencontre les femmes exerçant le commerce transfrontalier.



Bibliographie

1. BENNAFLA, K. (2002). *Le commerce frontalier en Afrique centrale*. Maroc: Editions Karthala.
2. CNUCED. (2016). *Le commerce au service de l'émancipation économique des femmes*. Genève: Conseil du commerce et du développement.
3. CNUCED. (2004). *Rapport 2004 sur les pays les moins avancés : commerce international et réduction de la pauvreté*. New-York: Nations-Unies.
4. HUMARAU. (1997). Grand commerce féminin, hiérarchies et solidarité en Afrique de l'Ouest. *Politique africaine n°67* , pp.89-102.
5. JOHSON, S. B. (2009). *Le commerce au service de la paix*. Nairobi: COMESA-USAID.
6. KIMANUKA, & LANGE. (2010). *La traversée : Petit commerce et amélioration des relations transfrontalières entre Goma et Gisenyi*. Alert International.
7. SCHMOLL, C., & MANRY, V. (2005). *Le business des femmes : Nouvelles figures des mobilités maghrébines dans l'espace euro-méditerranéen*. Tanger-Maroc: édition HAL.
8. SOULE, M. (2005). *Rapport de mission conjointe INICA-LARES : Lancement de l'antenne régionale de l'INICA et de l'observatoire sur des échanges transfrontaliers dans le Bassin Burundi, Ouganda, République Démocratique du Congo et Rwanda*. Bujumbura: Initiative for Central Africa(INICA).
9. TEGERA, & JOHSON. (2007). Ressources naturelles et flux du commerce transfrontalier dans la région des grands lacs. *In Regards croisés N°19* .
10. TITEKA, & KIMANUKA. (2012). *Marché dans l'obscurité : le commerce informel transfrontalier dans la région des grands-lacs*. Londres: International Alert.